

JUILLET 2019

RELEVER LE DÉFI DES DONNÉES DANS L'ÉDUCATION

DOCUMENT DE CONSULTATION POUR
LE MECANISME DE PARTAGE DE
CONNAISSANCES ET D'INNOVATIONS
(KIX)

Remerciements

Le présent document a été préparé par Luis Crouch, consultant indépendant et ancien directeur technique en chef du Groupe international de développement de RTI, sous la direction de Margaret Irving, spécialiste en éducation et responsable-thématique pour les données au Secrétariat du PME.

Nous exprimons notre gratitude pour les informations et avis transmis par les personnes suivantes qui ont participé à un exercice de définition des priorités : Souleymane Camara, Tiéoulé Diarra, Mahaman Djibo, Paulino Gomes, Marques Jose, Kouadio Francois Koffi, Asma Mohamed, Macleod Mwale, Matthews Ofodum Nganjiozor, Pitin Pong, Maleshoane Masechoala, Iris Rapholo, Bénéwendé Bonaven Segueda, Anil Sutherland, Tsheyang Tshomo, André Conjuane Utui, Crépin Aristide Foukpio Voukoulet, Girin Beeharry, Matt Brossard, Silvia Montoya, Unai Sacona et Adama Traore.

Nous saluons aussi la collaboration des participants à la Table ronde sur les solutions relatives aux données de l'éducation organisée à l'occasion de la Conférence de reconstitution des ressources du PME, à Dakar, en février 2018, et de la Conférence internationale UNESCO-PME sur les SIGE, tenue à Paris, en avril 2018. Ces consultations ont permis de recueillir des retours d'information utiles sur le présent document de la part de représentants des pays suivants : Afghanistan, Burundi, Cambodge, Cameroun, Émirats arabes unis, Éthiopie, Gambie, Haïti, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Mauritanie, Mongolie, Myanmar, Pakistan, Qatar, République démocratique du Congo, Sénégal, Tanzanie, Togo, Ouzbékistan et Zambie.

Enfin, nous voudrions remercier les membres du Groupe de travail spécial du Secrétariat du PME sur les SIGE, qui nous ont été d'un précieux secours en rationalisant les priorités définies pour les travaux thématiques sur les données : Karen Mundy (ancienne directrice technique), Raphaëlle Martinez, Marc-Antoine Percier et Tongai Makoni.

Table des matières

Résumé analytique.....	6
1. Introduction	9
2. Élaboration du document et processus de consultation	10
3. Appui du PME à l'amélioration des données dans le secteur de l'éducation.....	11
4. Biens mondiaux et innovations visant à améliorer les données dans le secteur de l'éducation	13
Établissement de données au niveau des élèves et des établissements scolaires.....	16
Fiches d'évaluation globales au niveau des établissements scolaires ou des districts	17
5. Disparités des biens mondiaux disponibles	17
Disparités du côté de la production ou de l'offre	19
Disparités dans l'utilisation des données ou du côté de la demande	23
6. Domaines possibles d'investissements KIX en ce qui a trait au thème des données.....	26
Références	29
Annexe A. Fiche technique du PME sur la communication des données.....	31
Annexe B. Analyse des fonctions du système à partir d'un échantillon de pays inclus dans le système SIGE du SABER.....	33

Notes sur le processus de consultation du KIX

Le financement consacré au Mécanisme de partage de connaissances et d'innovations (KIX) du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) appuiera les initiatives régionales et mondiales qui ont recours à l'échange de connaissances, à des données factuelles et à l'innovation pour aider les pays en développement à relever les principaux défis auxquels fait face le secteur de l'éducation. Ce processus appuiera :

- **Le renforcement des capacités et l'échange de connaissances entre pays en développement :** activités renforçant les capacités nationales grâce à l'échange et à la vérification mutuelle ; création de modules d'apprentissage et d'outils de diagnostic, et rencontres en personne.
- **Le recueil de données probantes et les évaluations :** poursuite d'activités visant à conforter ou enrichir les connaissances sur la manière d'améliorer les résultats éducatifs et les systèmes nationaux d'éducation.
- **Les projets-pilotes axés sur l'innovation :** mise à l'essai d'approches, de méthodes, d'outils ou de produits qui permettent de résoudre des problèmes persistants dans le secteur de l'éducation.

Les investissements seront guidés par les priorités des pays en développement partenaires et affectés selon un processus compétitif géré par un agent partenaire indépendant. Les produits du savoir, les projets-pilotes axés sur l'innovation et les outils connexes élaborés grâce aux financements du KIX seront partagés au moyen de la plateforme d'échange d'expériences de manière à promouvoir leur adoption.

L'objet de ce document est de décrire la situation actuelle des systèmes de données sur l'éducation et de stimuler la discussion et les débats autour des domaines potentiels dans lesquels le KIX pourrait investir. Ce document s'inscrit dans une série de documents de travail, rédigés pour soutenir l'engagement et la consultation des pays en développement partenaires et des experts techniques dans la conception initiale du mécanisme de partage de connaissances et d'innovations du PME. Les idées présentées dans la version initiale du document devaient servir de point de départ aux discussions, et ont évolué sensiblement au fil du processus de consultation, aboutissant à la présente version actualisée.

Sigles et abréviations

ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
AMR	Programme d'activités mondiales et régionales
CER	Communautés économiques régionales
CHNRI	Initiative de recherche pour la santé et l'alimentation infantiles
DHIS2	Version 2 du Système d'information sanitaire de district
CEQD	Cadre d'évaluation de la qualité des données
ESPIG	Financement pour la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation
IIEP	Institut international de planification de l'éducation (UNESCO)
ISU	Institut de statistique de l'UNESCO
KIX	Partage de connaissances et d'innovations
LURITS	Système d'information et de suivi des dossiers des élèves
MICS	Enquête par grappes à indicateurs multiples
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
PAL	Action citoyenne pour l'apprentissage
PDP	Pays en développement partenaire
PFC	Pays fragile ou en conflit
PME	Partenariat mondial pour l'éducation
PROMISE	Système de gestion de programme dans l'éducation pour tous, partout
RSC	Revue sectorielle conjointe
SABER	Approche systémique pour de meilleurs résultats dans le domaine de l'éducation
SIGE	Système d'information pour la gestion de l'éducation
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Résumé analytique

Amélioration des données dans le secteur de l'éducation

Au cours des deux dernières décennies, de nombreux intervenants, dont le Partenariat mondial pour l'éducation (PME), les ministères de l'Éducation, la société civile, des organisations non gouvernementales et des partenaires de développement au niveau mondial ont contribué aux innovations en matière de données sur l'éducation. Il s'agit notamment d'améliorations portant sur les systèmes d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE), la disponibilité et l'utilisation des données. Certains résultats sont remarquables. Cependant, malgré les progrès indéniables, tout le monde s'accorde à reconnaître la nécessité d'une approche renforcée et coordonnée pour surmonter les obstacles en matière de données de l'éducation, en particulier dans les pays à revenu faible et à revenu moyen de la tranche inférieure ainsi que dans les pays touchés par les conflits, qui sont confrontés aux difficultés les plus marquantes en matière d'éducation.

Difficultés à surmonter pour améliorer les données dans l'éducation

En matière de données, deux aspects majeurs mettent le secteur en difficulté : la disponibilité et l'utilisation des données. Le quatrième objectif de développement durable (ODD 4) fait état de la nécessité d'intensifier l'utilisation des données afin d'orienter l'amélioration des résultats éducatifs en matière d'apprentissage et d'équité au niveau du système. Toutefois, seuls 43 % des pays en développement partenaires du PME transmettent des données pour dix des 12 indicateurs éducatifs clés à l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)¹. À l'échelle mondiale, 23 % seulement des pays disposent actuellement de données sur les principaux indicateurs mondiaux de l'ODD 4.

Les difficultés liées à la disponibilité des données tiennent en partie au fait que les unités chargées des données de la plupart des ministères manquent de personnel et de fonds. De plus, elles s'appuient sur des systèmes de données optimisés pour rendre compte des taux de scolarisation et de certains intrants plutôt que de la qualité de l'éducation et des résultats d'apprentissage, plus difficiles à mesurer. La plupart des systèmes ne suivent les données qu'au niveau global, et non à celui de l'enfant, et ils portent sur « l'enfant moyen ». Il est donc difficile de savoir si le secteur de l'éducation se préoccupe des groupes les plus vulnérables ou s'il met en place les interventions adéquates pour répondre à leurs besoins. À la différence de ce qui est constaté dans le secteur de la santé, les données d'enquêtes par échantillonnage aléatoire sont relativement peu utilisées, et les investissements dans la mise en œuvre et la modification du SIGE « clé en main » ou « SIGE prêt à l'emploi » sont insuffisants, alors qu'ils peuvent se révéler essentiels pour reconstruire les systèmes de données des pays en situation de conflit et de fragilité. On entend par « SIGE clé en main » ou « SIGE prêt à l'emploi » un système de données modulaire (logiciel) suffisamment adaptable pour être utilisé dans différents contextes, et que les planificateurs de l'éducation peuvent modifier si nécessaire. L'utilisation d'un système SIGE clé en main évite aux autorités nationales d'avoir à développer leur propre système à partir de zéro.

Les difficultés liées à l'utilisation des données découlent du fait que les données ne sont pas collectées et élaborées pour les besoins des utilisateurs. La faiblesse de la « demande » en données qui en découle de la part des parties prenantes de l'éducation n'est pas aussi apparente dans le secteur de la santé. Les systèmes de données sur l'éducation qui existent ont tendance à faire remonter les données des écoles vers les niveaux national et mondial, sans que l'on puisse vraiment les utiliser pour résoudre les problèmes locaux. Ils ne produisent généralement pas, même dans le cas d'une utilisation par ces institutions, de rapports détaillés sur les écoles (inscriptions, rétention, apprentissage, enseignants, finances, pauvreté et

¹ PME (Partenariat mondial pour l'éducation), Rapport sur les résultats du PME 2015/2016 (Washington: PME, 2017), xiii.

contexte sanitaire) comme le ferait une véritable unité de gestion. L'absence de données détaillées sur les écoles conduit à passer outre d'importants problèmes d'efficacité et d'équité aux niveaux national et des districts. Il en va de même pour l'opportunité d'identifier les écoles qui, à ressources égales, parviennent à surmonter les obstacles et à réaliser des progrès exceptionnels.

Appui du PME à l'amélioration des données dans le secteur de l'éducation

L'un des objectifs stratégiques du PME est de soutenir le développement de systèmes éducatifs efficaces et efficaces dans le cadre de son partenariat avec les pays en développement partenaires, en les aidant à dispenser une éducation équitable et de qualité pour tous. Une des caractéristiques majeures de la mission du PME, telle qu'exprimée dans sa stratégie 2020 et suivie dans le cadre de son rapport annuel sur les résultats, consiste à favoriser une meilleure disponibilité et utilisation des données dans le cadre de la planification et du suivi du secteur au niveau national par le biais des financements de mise en œuvre à grande échelle.

Les pays bénéficiant de financements du PME doivent démontrer qu'ils ont ou qu'ils envisagent de développer un SIGE solide. Sur les 37 financements pour la mise en œuvre de programmes sectoriels de l'éducation (ESPIG) actifs dans les pays en juin 2018, plus des trois quarts (29) avaient une composante portant sur la mise en place ou l'amélioration d'un SIGE.

Le PME a dirigé et soutenu un certain nombre d'initiatives qui ont contribué à améliorer l'environnement des données éducatives, notamment avec le projet *Data Must Speak*, dirigé par l'UNICEF, qui a soutenu la mise en place d'outils de rétroactions sur les données, notamment des fiches de profil de districts et d'écoles afin d'améliorer l'allocation équitable des ressources et la participation des collectivités au suivi. Le PME a également eu recours aux services de l'ISU pour soutenir l'amélioration des données sur le financement de l'éducation là où la transparence et la disponibilité des données demeurent un enjeu essentiel.

Afin de remédier à l'insuffisance des données de qualité chez les pays en développement partenaires (PDP), le Secrétariat du PME a récemment réuni un groupe de travail sur le SIGE avec un consortium d'agences internationales de développement, et a parrainé conjointement une conférence sur le SIGE avec l'UNESCO en avril 2018. Plus de 20 pays en développement partenaires y ont fait part de leur expérience concernant l'élaboration de leurs systèmes de données. Le PME organisera également, au cours de l'année à venir, une table ronde relative aux données de l'éducation pour tirer parti de l'expertise des acteurs privés, publics et multilatéraux et surmonter les problèmes liés aux données. Les recommandations formulées dans le présent document reposent sur ce processus continu de consultation. Les versions précédentes du document ont été diffusées au cours de ces rencontres en personne et révisées à partir des retours d'information reçus des pays en développement partenaires et des experts du terrain.

Biens mondiaux et innovations visant à améliorer les données dans le secteur de l'éducation

Il y a eu de nombreuses innovations en matière de données dans le secteur de l'éducation. Elles doivent être étudiées de plus près, et les plus intéressantes devront être reproduites et adoptées à grande échelle. Certains pays suivent les enfants individuellement et utilisent les données et l'argent pour encourager non seulement la scolarisation, mais également l'assiduité. Certains mettent au point des systèmes dans lesquels la remontée des informations est dictée par les données qui sont élaborées et utilisées au niveau de l'école et dans lesquelles des rapports multidimensionnels sont utilisés dans chaque école. Si certaines de ces approches ne sont pas d'une haute technicité, elles n'en sont pas moins efficaces.

Il existe de nombreux autres exemples d'innovations intéressantes, et certains domaines pourraient particulièrement bénéficier de nouveaux investissements, notamment en ce qui concerne l'utilisation des technologies numériques pour surmonter les problèmes de disponibilité et d'utilisation des données. Il pourrait être intéressant également d'envisager la mobilisation du savoir-faire des entreprises afin d'améliorer la disponibilité et l'utilisation des données.

Carences des biens mondiaux disponibles

On constate quelques innovations dans les données du secteur de l'éducation, mais elles ne sont pas répandues et des disparités existent en termes de biens mondiaux disponibles. Les biens mondiaux correspondent aux institutions, mécanismes et résultats qui procurent des avantages quasi universels, ne s'arrêtent pas aux frontières et se perpétuent au cours des générations² : ce sont des outils, des produits et des approches — y compris des données, des outils d'évaluation, des normes et des résultats de travaux de recherche — issus d'interventions particulières et qui peuvent être adaptés directement pour créer un outil ou une approche applicable à d'autres contextes³.

D'abord, il est nécessaire de **renforcer les capacités nationales par le transfert des connaissances, le renforcement des capacités et l'échange d'expériences**. Les autorités publiques déplorent que le renforcement des capacités ne soit souvent pas pérenne. Les connaissances manquent sur la façon de maintenir le développement des capacités dans les PDP. Il existe de nombreux outils faisant double emploi pour analyser la qualité du SIGE, mais aucune approche unifiée ne permet aux pays de s'autoévaluer facilement ou de résoudre conjointement leurs problèmes en matière de données. Les connaissances sur les meilleurs moyens d'utiliser la technologie pour moderniser le SIGE sont également insuffisantes. L'apprentissage par les pairs, du niveau du ministre jusqu'à celui de l'exécutant, fait aussi défaut.

Ensuite, il est nécessaire de **recueillir des données probantes et d'évaluer ce qui fonctionne** dans les systèmes de données. Le manque de connaissances et d'éléments concrets systématiques sur les pratiques rentables et durables dans l'utilisation des données du SIGE au niveau de la classe, de l'école et du district est flagrant. Il en va de même pour les connaissances sur les innovations technologiques qui améliorent la circulation des informations entre la classe et le ministère.

Enfin, des **innovations dans les données du secteur de l'éducation** sont nécessaires. Par exemple, le secteur de l'éducation aurait besoin d'une approche clé en main ou « SIGE prêt à l'emploi » qui catalyserait le développement de systèmes de données, en popularisant une boîte à outils pouvant être utilisée même dans les contextes les plus circonscrits. On constate également un manque d'innovations en ce qui concerne les données sur les populations mal desservies, les dossiers au niveau de l'enfant et les données sur les résultats d'apprentissage dans le SIGE, ainsi qu'un manque d'innovation sur la manière de présenter les données de façon intéressante.

Domaines potentiels d'investissements KIX en ce qui a trait au thème des données

Compte tenu des investissements en cours du PME, des biens mondiaux disponibles et des disparités observées, il est proposé de soumettre les domaines suivants d'investissements et de biens mondiaux potentiels aux fins de financement dans le cadre des travaux thématiques sur les données du KIX. Cette

² UNESCO/Rapport mondial de suivi sur l'éducation. « *Fulfilling Our Collective Responsibilities: Financing Global Goods in Education* ». Policy Paper 34, UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'éducation, Paris, 2018a.

³ Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde. 2016. « *La génération d'apprenants : Investir dans l'éducation pour un monde en pleine évolution* ». Washington DC : Commission de l'éducation.

liste reflète l'ordre de priorité établi à l'issue des consultations menées auprès des parties concernées sur les versions précédentes du présent document. Pour répondre aux besoins et au contexte, les domaines d'investissement doivent être de divers ordres, y compris :

Renforcer les capacités grâce au transfert de savoirs et à l'échange d'expériences sur les enjeux au sujet desquels il existe suffisamment de données factuelles. Il peut s'agir par exemple de créer des pôles mondiaux ou régionaux de renforcement des capacités statistiques, de simplifier les outils de diagnostic des systèmes SIGE existants, d'élaborer des normes cohérentes et coordonnées et de créer des « SIGE prêts à l'emploi », particulièrement pour les contextes fragiles et touchés par des conflits.

Collecter des données factuelles et évaluer les mesures qui produisent des résultats dans les domaines dans lesquels des exemples de solutions existent mais ne sont pas encore étayés par une solide base d'informations. Il peut s'agir par exemple de recueillir des données probantes sur les besoins des utilisateurs et les pratiques au niveau des écoles et des districts pour orienter la conception du SIGE et améliorer l'utilisation des données, de répertorier les meilleures pratiques en matière d'élaboration et d'utilisation des dossiers scolaires des élèves, et d'évaluer les occasions de recours à la technologie pour améliorer la disponibilité et l'utilisation des données.

Innover dans les domaines qui exigent un nouveau type de réflexion et de nouvelles solutions. Il peut s'agir par exemple de mettre à l'essai de nouvelles approches de traitement des données provenant de populations et de sources multiples, de concevoir une plateforme numérique transnationale afin de rassembler et partager les données sur l'éducation entre les pays, ou de piloter des approches innovantes pour la présentation et la visualisation des données.

1. Introduction

Le Partenariat mondial pour l'éducation (PME), seul partenariat et fonds multipartite du monde exclusivement consacré à l'éducation, s'est engagé à réunir des experts et des décideurs dans le but d'identifier les principales solutions aux problèmes de données sur l'éducation dans ses pays en développement partenaires (PDP). Dans le cadre de son engagement en faveur du quatrième objectif de développement durable (ODD 4) sur l'éducation, le PME collabore avec ces pays et des acteurs mondiaux pour mettre en place une plateforme conjointe d'apprentissage et d'innovation et veiller à l'amélioration de la disponibilité et de l'utilisation des données dans le secteur. En février 2018, le PME a lancé une table ronde des partenaires sur les solutions relatives aux données lors de sa conférence de reconstitution des ressources tenue à Dakar (Sénégal), une première étape vers la concrétisation de cette vision⁴.

Le secteur de l'éducation des pays en développement est confronté à de sérieux problèmes de données et a beaucoup à apprendre, comme le souligne le présent document, du secteur de la santé, entre autres. Cependant, d'importants progrès ont été accomplis. Par exemple, alors que la dernière édition papier de l'Annuaire statistique de l'UNESCO (1999) ne contenait aucune donnée sur le taux d'achèvement du primaire — le principal indicateur de l'Éducation pour tous et de l'objectif du Millénaire pour le développement — 180 pays communiquaient en 2016 leur taux d'achèvement du primaire, et ces données sont disponibles en ligne. De plus, alors que seulement dix indicateurs figuraient dans la version

⁴ Partenariat mondial pour l'éducation. « *Conférence de financement du PME - Un investissement pour l'avenir - Dakar 2018* ». Consulté le 7 mai 2018.

papier de 1999, les systèmes en ligne actuels de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) et de la Banque mondiale, pour n'en nommer que deux, produisent désormais plusieurs douzaines d'indicateurs pouvant être facilement téléchargés et visualisés, bien qu'avec plusieurs années de retard et des rapports nationaux de qualité inégale, comme nous le verrons plus loin.

La transformation opérée dans le domaine des données sur l'éducation est dans certains cas particulièrement encourageante, par exemple au Chili. Désormais classé comme un pays à revenu élevé, le Chili est membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et connaît des taux de pauvreté relativement faibles. Cependant il y a à peine 30 ans, le pays sortait d'une dictature militaire et disposait de très peu de données, qu'il ne partageait pas volontiers. En l'espace de vingt ans, le Chili est devenu l'un des pays du monde les plus riches en données et les plus ouverts dans ce domaine. Ces données lui ont permis de cibler les écoles les plus démunies et de mesurer l'impact de ses grandes réformes. Leur publication a contribué à une responsabilité sociale accrue, y compris dans des domaines contestés comme celui de la prestation de services éducatifs par le secteur privé.

Bien que la mise en œuvre d'un système d'une telle ampleur prenne du temps, il est de toute évidence possible de s'orienter progressivement dans cette direction. D'autres pays utilisent déjà des systèmes qui s'en rapprochent. L'Afrique du Sud, par exemple, établit des dossiers sur les élèves et utilise ces données pour orienter les financements vers les pauvres (ces approches sont examinées à la section 4). Il ne serait pas raisonnable d'attendre des pays les plus pauvres, ou de ceux secoués par des crises ou des conflits, qu'ils disposent d'autant de données que les pays de l'OCDE. Néanmoins de nombreux pays, même relativement pauvres, ont fait d'importants progrès dans l'élaboration de systèmes de données de suivi, même s'ils ne les utilisent pas encore systématiquement pour favoriser l'amélioration des résultats. Cette évolution a été clairement mise en évidence lors de la conférence PME-UNESCO sur le SIGE, au cours de laquelle plus de 20 pays ont échangé entre eux, et avec la communauté internationale, sur leurs expériences respectives en matière d'innovations et d'avancées sur les systèmes de données⁵.

En résumé, bien qu'il y ait urgence, certaines avancées sont également sources d'inspiration, et le PME dispose de nombreuses occasions de rassembler les parties prenantes autour du thème de la « révolution des données au service du développement durable », demandée par le Programme de développement durable des Nations Unies, et d'étudier les moyens à mettre en œuvre pour veiller à son avènement dans le secteur de l'éducation⁶.

Le présent document est structuré de la façon suivante : la section 2 décrit la procédure utilisée pour préparer le document et affiner la définition des principaux domaines d'investissement. La section 3 décrit ce que fait le PME dans le domaine des données. La section 4 établit un cadre de référence des biens mondiaux disponibles et pertinents pour la production et l'utilisation de données sur l'éducation. La section 5 souligne les disparités et les besoins en matière de génération de connaissances et d'innovations. La section 6 propose une conclusion et présente une liste des domaines prioritaires à prendre en considération concernant les investissements en faveur des données, établie sur la base des discussions et des consultations permanentes menées entre les parties prenantes.

2. Élaboration du document et processus de consultation

⁵ UNESCO « UNESCO & PME Launch First International Conference on Education Management Information Systems ». Communiqué, 20 avril 2018.

⁶ Voir <http://www.undatarevolution.org/>.

Un examen du contexte réalisé par un spécialiste senior de la documentation spécialisée portant sur les données de l'éducation, un tour d'horizon des initiatives en cours (tant dans le domaine de l'éducation que de celui de la santé) et une série d'entrevues informelles approfondies menées auprès d'environ 15 experts et praticiens issus d'organisations œuvrant dans le domaine ont constitué le point de départ de l'élaboration du présent document. L'étude initiale avait principalement pour but de recenser les lacunes à l'échelle mondiale, en particulier dans les domaines où le PME dispose d'un avantage comparatif par rapport à d'autres partenaires et pourrait donc faire œuvre utile dans ce domaine.

La première version du présent document mettait en évidence certains des domaines où les besoins étaient les plus importants en examinant le niveau actuel de communication sur les indicateurs clés des ODD, les lacunes répertoriées par les analyses SABER (Approche systémique pour de meilleurs résultats dans le domaine de l'éducation) des SIGE nationaux et les priorités du PME. Elle a été présentée lors du lancement de la Table ronde sur les solutions relatives aux données sur l'éducation qui s'est tenue lors de la conférence de reconstitution des ressources du PME à Dakar, en février 2018. Les pays en développement partenaires et les experts présents ont pu y faire part de leurs premières observations et commencer à identifier certaines priorités. D'autres changements et une revue des domaines d'investissement prioritaires ont été entamés parallèlement à la tenue d'une conférence internationale sur le SIGE organisée conjointement par le PME et l'UNESCO, à Paris, en avril 2018. Cette conférence a fourni l'occasion à 20 PDP de se pencher sur l'expérience acquise et sur les défis que posent la mise en place et l'amélioration de leurs systèmes de données administratives. La séance de clôture de cette conférence a été planifiée de manière à permettre aux pays en développement participants de débattre des enjeux prioritaires et de définir les domaines où l'aide internationale pourrait leur être la plus utile, compte tenu de leurs circonstances particulières. Le Secrétariat du PME a aussi réuni un groupe de travail sur le SIGE avec un consortium de dix agences internationales de développement. Ce groupe a joué un rôle utile en aidant à dresser la liste des priorités des travaux thématiques sur les données.

Un examen final de cette liste récapitulative révisée a été entrepris dans le cadre d'une version adaptée de l'exercice de définition des priorités élaborée par l'Initiative pour la recherche en santé et nutrition infantiles (CHNRI) et transmise aux PDP et aux experts internationaux⁷. Quarante experts provenant des PDP et d'organisations internationales ont été mobilisés à cette occasion. Cependant, le nombre de participants est resté limité (16 PDP et cinq experts internationaux, y compris deux représentants d'agences de coordination), et les résultats de l'exercice devraient donc être interprétés avec prudence. Ils sont brièvement examinés dans la section 6 du présent document aux fins de validation et pour confirmer les constats des consultations principales.

3. Appui du PME à l'amélioration des données dans le secteur de l'éducation

L'un des objectifs stratégiques du PME est de soutenir le développement de systèmes éducatifs efficaces et efficients dans les pays membres à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, en les aidant à dispenser une éducation équitable et de qualité pour tous. Une des caractéristiques majeures de la mission du PME, telle qu'exprimée dans sa stratégie 2020⁸ et suivie dans le cadre de son rapport annuel sur les résultats, consiste à favoriser une meilleure disponibilité et utilisation des données dans le

⁷ L'approche très structurée de l'Initiative CHNRI s'appuie sur l'opinion collective d'experts et de parties prenantes pour définir les grandes priorités et les points de consensus. Elle utilise un système de notation indépendant qui garantit qu'aucun des participants ne puisse jouer un rôle prépondérant dans le processus, et qui en permet la mise en œuvre par une petite équipe de personnes.

⁸ Partenariat mondial pour l'éducation. « Plan Stratégique PME 2020 » Washington DC : Partenariat mondial pour l'éducation, 2016.

cadre de la planification et du suivi du secteur au niveau national par le biais des financements de mise en œuvre à grande échelle.

Le PME investit massivement dans la planification de l'éducation en fournissant à ses pays en développement partenaires des financements atteignant jusqu'à 500 000 dollars en vue de la préparation de plans sectoriels de l'éducation (PSE) fondés sur des données et des observations. Lorsque ces plans sont endossés, le PME offre aux pays des financements pour la mise en œuvre pouvant atteindre 100 millions de dollars. Un pays doit prouver qu'il est doté d'un solide système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) ou prévoit de le faire pour pouvoir bénéficier de ces financements. Sur les 37 financements pour la mise en œuvre de programmes sectoriels de l'éducation (ESPIG) actifs dans les pays en juin 2018, plus des trois quarts (29) avaient une composante portant sur la mise en place ou l'amélioration d'un SIGE.

Parallèlement au financement des pays, le PME a lancé et appuyé plusieurs initiatives qui ont contribué à l'amélioration des structures relatives aux données de l'éducation. Le récent programme d'activités mondiales et régionales (AMR) a entre autres financé un projet de l'UNICEF intitulé *Data Must Speak*, qui a appuyé la mise en place d'outils de récupération des données, comprenant les profils des écoles et des districts, pour améliorer l'affectation équitable des ressources et la participation des collectivités au suivi (voir ci-dessous). Les autres investissements importants (collaboration avec l'ISU et l'UNICEF) ont ciblé l'amélioration des données sur les enfants non scolarisés.

Plus récemment, le PME a engagé des partenaires techniques dans un effort d'amélioration des données sur le financement de l'éducation, domaine dans lequel la transparence et la disponibilité des données restent problématiques. Pour s'attaquer à la faible disponibilité de données de qualité dans les pays partenaires, le Secrétariat a réuni un groupe spécial sur les SIGE regroupant plusieurs organisations de développement international, dont l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), l'Agence française de développement (AFD), la Banque mondiale, l'initiative « L'éducation ne peut pas attendre » (ECW), le Département britannique pour le développement international (DFID), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), l'UNESCO (dont l'Institut international de planification de l'éducation [IIPÉ] et l'ISU), l'UNICEF et l'Union africaine (UA). Ses travaux ont contribué de manière significative à la conférence UNESCO-PME sur les SIGE organisée en avril 2018, à Paris, au cours de laquelle des pays en développement et des agences techniques internationales se sont réunis pour dresser le bilan de l'expérience acquise sur les meilleurs moyens de renforcer les capacités des pays à évaluer, mettre en œuvre et suivre les systèmes éducatifs.

Parallèlement, pendant la Conférence de reconstitution des ressources de Dakar, en 2018, le Secrétariat a lancé une Table ronde relative aux données sur l'éducation dans le but de mettre à profit les compétences des acteurs locaux, du secteur privé et des partenaires de développement pour améliorer la disponibilité et l'utilisation de données exactes et à jour sur l'éducation à l'échelle nationale et mondiale. Parmi les participants à cette Table ronde figuraient de hauts représentants gouvernementaux de pays en développement, de pays donateurs, du monde des affaires (HP, Econet, Tableau, MasterCard, Microsoft, Ecobank), des fondations d'entreprise (la fondation Michael et Susan Dell, la fondation Aga Khan), de la société civile, de la Banque mondiale, de l'UNICEF, du HCR, et de l'UNESCO ainsi que de ses instituts et bureaux régionaux. Le groupe est convenu de mettre l'accent sur l'élaboration de solutions durables pour appuyer i) de meilleurs outils de gestion des informations sur l'éducation, ii) de meilleurs outils de communication et de visualisation des données et iii) une meilleure intégration des données dans différents systèmes.

Enfin, le mécanisme de partage de connaissances et d'innovations (KIX) du PME fera des investissements visant à remédier au problème de la disponibilité et de l'utilisation des données à l'échelle du partenariat.

4. Biens mondiaux et innovations visant à améliorer les données dans le secteur de l'éducation

Il existe de nombreux biens publics mondiaux disponibles dans le domaine des données sur l'éducation. Les quatre sources principales de données pour ces biens publics mondiaux sont énumérées ci-après :

- le SIGE et d'autres systèmes de données administratives ;
- les enquêtes auprès des ménages et des écoles ;
- les essais contrôlés randomisés et autres évaluations ;
- les outils de suivi en temps réel.

Le tableau 1 ci-dessous présente les données disponibles, la manière de les utiliser, et les lacunes existantes. Les crochets font référence à la pertinence de ces informations, certaines sources de données n'étant pas particulièrement utiles dans certains cas.

Tableau 1. Sources des données et manière dont ces données sont utilisées

Sources des données	Types d'utilisations		
	Politiques et planification fondées sur les données probantes	Gestion du système et responsabilisation	Génération de rapports au niveau mondial (et autres tâches similaires)
SIGE et autres systèmes de données administratifs courants	✓	✓	✓
Enquêtes auprès des ménages et des écoles	✓		✓
Essais contrôlés randomisés et autres évaluations ^a	✓		
Outils de suivi en temps réel, y compris au niveau des écoles et des salles de classe	✓	✓	

Source : tiré de la typologie proposée par Matt Brossard (UNICEF) lors de la Table ronde relative aux données de l'éducation, Paris, avril 2018.

a. Fait référence aux données au sens large — il s'agit davantage de recherches. Ainsi la disponibilité ou les lacunes dans ce domaine ne sont pas soulignées dans ce document. Ce document met l'accent sur les données en tant que telles, même si la différence est parfois subtile.

On peut considérer que les biens mondiaux disponibles appartiennent à l'une des deux catégories suivantes :

- les « véritables » biens publics mondiaux, autrement dit les savoirs et systèmes dont les coûts fixes ont déjà été absorbés ou qui pourraient l'être au niveau central et ne sont payés qu'une seule fois ;
- les applications dans les pays qui doivent faire l'objet de versements réguliers, ou qui ont été payées, mais qui n'ont pas été reproduites dans d'autres pays.

Des progrès significatifs ont été réalisés (au moins) dans les domaines suivants des « véritables » biens publics mondiaux (les disparités sont également mentionnées et seront examinées en détail à la section 5) :

L'ISU et la Banque mondiale hébergent des **systèmes de données en ligne et téléchargeables** qui présentent des tableaux préétablis ou « préenregistrés » et des infographies. Cependant, la disponibilité de ces données permet surtout à toute personne ayant des compétences statistiques ou des connaissances en tableur Excel d'analyser les données clés comme elle le souhaite⁹. D'autres organisations disposent également d'archives numériques de données, mais les systèmes de données de l'ISU et de la Banque mondiale sont vraisemblablement les plus complets, les plus fiables et présentent le meilleur rapport exhaustivité/facilité d'utilisation. Ces données ne sont pas complètes puisque certains indicateurs clés sont absents et que de nombreux pays ne communiquent aucune donnée sur certains indicateurs essentiels. En outre, la communication de ces indicateurs clés se fait souvent avec un retard significatif, qui peut aller jusqu'à deux ans, voire plus. Néanmoins, ces données restent une source importante d'informations globales, et représentent un progrès certain par rapport à ce qui existait il y a dix ans. Le rapport mondial de suivi sur l'éducation fournit également de nombreuses données vérifiables¹⁰. Si la grande majorité de ces données sont tirées des rapports que les pays présentent à l'ISU, de nombreuses autres sources de données (comme les évaluations d'apprentissage internationales et autres estimations basées sur des recherches) sont disponibles.

Depuis de nombreuses années, les agences internationales bilatérales et multilatérales **soutiennent le renforcement des capacités et fournissent des logiciels et du matériel dans le cadre des efforts déployés sur le SIGE** dans le monde en développement, à l'échelle mondiale, régionale et nationale. De ce fait, la plupart des pays disposent maintenant de SIGE qui peuvent varier de relativement rudimentaires (comme ceux fonctionnant en situation de crise) à plutôt avancés. Les programmes de renforcement des capacités ont été documentés et sont à la disposition du plus grand nombre, mais ils gagneraient néanmoins à être davantage rationalisés. Bien que l'ISU, l'IPE et la Banque mondiale soient sans doute les plus actifs et que leurs archives contiennent la collection la plus complète d'outils de renforcement des capacités, d'autres agences travaillant dans ce domaine ont documenté leurs interventions, à divers degrés.

Le développement de méthodes SIGE « clé en main », ou « **SIGE prêt à l'emploi** » pour certains, a fait l'objet de plusieurs tentatives, et certaines sont aujourd'hui la base du SIGE de plusieurs pays. Ainsi, OpenEMIS est un système à code source libre, élaboré initialement par l'UNESCO¹¹. La Fondation Aga Khan a mis à l'essai le système PROMISE (*Program Management System in Education for Everyone, Everywhere* — Système de gestion de programme dans l'éducation pour tous, partout), une application mobile permettant aux écoles et aux systèmes scolaires d'assurer le suivi des inscriptions, de l'assiduité scolaire, du maintien à l'école et des résultats d'apprentissage, et également de transmettre ces données pratiquement en temps réel sans avoir à être constamment en ligne. Ce système a été mis à l'essai dans différents pays et a pour objectif de mettre au point un système clé en main ou « prêt à l'emploi » qui pourrait être utilisé dans différents contextes.

⁹ Institut de statistique de l'UNESCO. « *UIS Statistics* ». Consulté le 7 mai 2018, <http://data.uis.unesco.org> ; « *Education Statistics (EdStats)* ». Données sur les capacités statistiques | Banque mondiale, consulté le 7 mai 2018, <http://datatopics.worldbank.org/education>.

¹⁰ « Rapport mondial de suivi sur l'éducation » (site Web), UNESCO. Consulté le 7 mai 2018, <https://en.unesco.org/gem-report>.

¹¹ « *OpenEMIS – Better Data. Better Education* » (site Web), OpenEMIS, consulté le 7 mai 2018, <https://www.openemis.org>.

Figure 1. Système établi au niveau des écoles et suivant les différents élèves



D'autres organisations non gouvernementales et cabinets de consultants ont tenté d'élaborer des produits similaires. Par exemple, le système Global EE*ASSIST a été conçu sous la direction de FHI 360 et est utilisé par plusieurs pays, dont la Sierra Leone, le Soudan du Sud et la Tanzanie¹². L'ISU a adopté une démarche relativement similaire avec StatEduc. Cependant, à la différence de ce qui a eu lieu dans le secteur de la santé, à savoir l'apparition d'un « système d'information pour la gestion sanitaire prêt à l'emploi » polyvalent (modulaire, adaptable et à code source libre) autrement connu sous l'appellation DHIS2 (Version 2 du Système d'information sanitaire de district), aucun effort concerté dans le secteur de l'éducation n'a pu aboutir à la naissance d'une norme par défaut. Il s'agit d'un domaine dans lequel il pourrait être utile d'investir (voir section 6).

Plusieurs **démarches de diagnostic** permettent d'évaluer les SIGE. Le système pour de meilleurs résultats dans le domaine de l'éducation (SABER)-SIGE de la Banque mondiale est sans doute le plus connu¹³. Il s'agit d'un outil complet et détaillé qui permet d'analyser la situation des SIGE dans un pays et qui a été mis en place dans au moins 13 pays en développement (et, à titre de comparaison, dans l'État du Maryland aux États-Unis). L'UNICEF dispose également d'un outil de diagnostic basé sur le SABER. En outre, l'UNESCO a élaboré un cadre d'évaluation de la qualité des données (CEQD) sur l'éducation¹⁴.

Les **examens par les pairs et l'établissement de références** sont utilisés dans le cadre des diagnostics SIGE. Ces activités sont menées à titre d'opérations pilotes, par exemple par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) qui soutient la formulation de normes et de critères dans le cadre d'efforts menés en collaboration par les États membres des communautés économiques régionales (CER). Les CER adaptent ensuite ces critères, qu'elles utilisent pour promouvoir les meilleures pratiques et procéder à l'établissement de références à l'échelle de la région. À ce jour, des évaluations par les pairs ont été réalisées au Ghana, au Mali, au Mozambique¹⁵, au Nigéria et au Swaziland. Le PME poursuit une initiative à une échelle plus réduite, qui donne lieu à l'octroi de financements à des pays pairs aux fins de l'examen de la qualité des revues sectorielles conjointes et de l'établissement de

¹² FHI 360, « Education Management Information System (EMIS) Support to the Ministry of General Education and Instruction, Republic of South Sudan », 2013 ; FHI 360, « Develop a Decentralized but Integrated Education Management Information System (EMIS) for the Sierra Leone Ministry of Education, Science and Technology ». 2015.

¹³ « Systèmes d'information sur la gestion de l'éducation » (site Web), SABER – Systems Approach for Better Education Results, Banque mondiale, consulté le 31 mai 2018.

¹⁴ Banque mondiale et Institut de statistique de l'UNESCO, « A Framework for Assessing the Quality of Education Statistics » (Washington, DC : Banque mondiale ; Montréal : ISU, 2003).

¹⁵ Ministère de l'Éducation, République du Mozambique. « Mozambique EMIS Peer Review Report on Implementing the SADC EMIS Norms and Standards » (Maputo, octobre 2014).

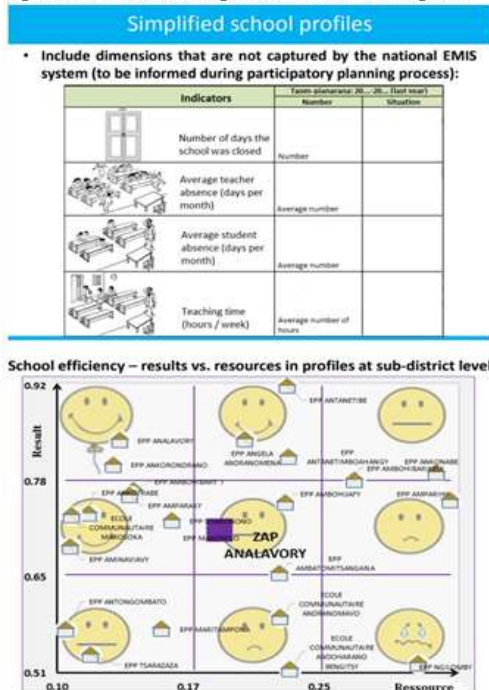
références ; des pairs observateurs ont, jusqu'à présent, participé à ces revues en République démocratique du Congo et au Tchad. L'OCDE et ses pays membres ont fréquemment recours à cette approche. Étant donné le caractère très récent de ces efforts, il est difficile de dégager des informations sur leurs résultats, mais ils semblent prometteurs.

Outre ces véritables biens publics mondiaux, plusieurs ONG mènent en permanence des expérimentations sur les données dans de nombreux pays en développement. Ces dernières sont trop nombreuses pour être mentionnées dans le cadre de ce document, mais la liste suivante donne un aperçu de quelques possibilités. Il convient toutefois de préciser qu'il s'agit pour la plupart d'innovations isolées, répondant aux spécificités d'un pays ou aux besoins d'une ONG. Répertorier, rechercher et éventuellement diffuser ces idées (et beaucoup d'autres similaires) font partie des actions que l'effort mené par le PME en matière de données pourrait encourager, voire financer.

Établissement de données au niveau des élèves et des établissements scolaires

Certains pays ont adopté une démarche qui permet de fournir des données faciles à utiliser au niveau des établissements scolaires et de les transmettre « vers le haut » (parfois automatiquement) ; ces démarches produisent souvent des données au niveau des élèves. En Afrique du Sud, par exemple, le système d'administration et de gestion scolaire (*South African School Administration and Management System — SA-SAMS*) assure ces deux fonctions. Les systèmes de ce type sont souvent le fruit de plusieurs années de tâtonnement patient et d'améliorations progressives. Le logiciel SA-SAMS a été développé sur une période de 10 à 15 ans. Un prestataire informatique national sous-traite le logiciel à titre de service central national. Le logiciel est fourni gratuitement aux écoles.

Figure 2. Fiches d'évaluation globales – l'UNICEF à Madagascar



La figure 1 illustre la manière dont le logiciel SA-SAMS interagit avec le système d'information et de suivi des dossiers des élèves (*Learner Unit Record Information and Tracking System — LURITS*). Le logiciel est également relié au registre des identités personnelles du ministère des Affaires intérieures d'Afrique du Sud. Cela permet non seulement de poursuivre une démarche axée sur les « droits » et fondée sur la notion d'identité personnelle (ce qui est impératif pour des raisons d'équité), mais aussi d'éliminer les « élèves fantômes » (ce qui est impératif pour l'efficacité du système). Cette caractéristique est importante dans la mesure où les ressources sont affectées aux écoles sud-africaines sur la base d'une formule et est fonction du nombre d'élèves¹⁶.

Selon la Direction sud-africaine chargée de l'éducation de base, le système : « i) aide les écoles à remplir leurs multiples obligations en matière de gestion des données et d'établissement de rapports, ii) réduit les chevauchements au niveau des rapports puisqu'il permet d'avoir une source unique de données opérationnelles, des écoles au district, et du niveau des provinces au niveau national, iii) standardise les données et le format des rapports que les écoles doivent communiquer aux districts et à la province, et iv) donne immédiatement accès à des

¹⁶ Bheki Mpanza, Directrice générale, Systèmes d'information et de gestion), communication personnelle, 8 janvier 2018.

données qui aident les administrateurs des écoles à remplir leurs nombreuses fonctions en matière de statistiques »¹⁷.

Fiches d'évaluation globales au niveau des établissements scolaires ou des districts

Des innovations sont également poursuivies dans ce domaine. C'est le cas, notamment, de l'initiative *Data Must Speak* (les données doivent parler)¹⁸, qui est financée par le PME et menée par l'UNICEF à Madagascar¹⁹, au Népal, aux Philippines, au Togo et en Zambie (et prochainement en Namibie).

La Banque mondiale parraine aussi de nombreux essais de fiches d'évaluation scolaire dans le cadre de ses projets, et des ONG comme la Fondation Aga Khan ont fait plusieurs tentatives dans ce domaine. Ces efforts ciblent généralement l'équité et l'efficacité au sein de l'établissement scolaire et considèrent ce dernier comme un système et non comme une série d'indicateurs verticaux ou descendants. Ils ont souvent recours à des dessins humoristiques et faciles à comprendre pour transmettre les informations afin de toucher les membres analphabètes des collectivités.

La figure 2 offre un exemple provenant de Madagascar. Comme indiqué précédemment, les observateurs et plusieurs évaluations notent que ces innovations ne s'accompagnent fréquemment pas d'une stratégie conçue pour assurer la participation des intervenants locaux en tant qu'agents de responsabilisation et d'amélioration. À l'évidence, ce n'est que lorsqu'elles s'accompagnent d'un soutien adéquat que ces données favorisent l'innovation pédagogique parmi les intervenants locaux (par exemple, enseigner au niveau approprié pour les élèves).

De manière générale, l'un des problèmes associés à ces diverses innovations tient au fait qu'elles ne sont pas poursuivies dans un écosystème national ou mondial en mesure d'assurer leur viabilité et de permettre leur poursuite à une plus grande échelle. Ainsi, si on voit apparaître des « entrepreneurs des données » sur l'éducation, il n'en est pas moins nécessaire d'explorer les possibilités de créer une demande de données au niveau des intervenants nationaux et décentralisés, y compris en améliorant l'offre de démarches pertinentes, en favorisant l'utilisation à l'échelle mondiale d'indicateurs essentiels, en démontrant par des actions concrètes leur utilité aux principales parties prenantes nationales et en veillant à la disponibilité d'un soutien coordonné et durable pour assurer l'intégration dans les systèmes nationaux d'innovations efficaces en matière de données.

5. Disparités des biens mondiaux disponibles

De nombreuses disparités subsistent malgré les progrès réalisés. Elles peuvent être décrites à grands traits des deux façons suivantes :

Premièrement, bien que l'offre et la génération de biens publics mondiaux causent beaucoup de problèmes, **c'est toutefois dans l'écart actuel entre l'offre de données et l'utilisation qui en est faite que réside la difficulté majeure**. Les participants à la Conférence internationale PME-UNESCO de 2018 sur le SIGE et à la Table ronde relative aux données de l'éducation ont souligné à plusieurs reprises que si les données existantes étaient peu utilisées, cela était dû en partie à la tendance qu'ont les générateurs de

¹⁷ Direction sud-africaine chargée de l'éducation de base, République d'Afrique du Sud, « *What is SA-SAMS?* », non daté.

¹⁸ Gabrielle Bonnet and Daniel Kelly, « *Supporting Effective Education Systems: The Data Must Speak Initiative* », Education for All (blogue), Partenariat mondial pour l'éducation, 30 août 2017.

¹⁹ Matthias Lansard, « *'Data Must Speak' for Increased Accountability and Community Engagement in Madagascar* » (présentation PowerPoint au Forum des partenaires mondiaux du GPSA, 2016).

données à envisager les problèmes sous l'angle de l'ingénierie des systèmes, du logiciel et du matériel plutôt que de celui des besoins de l'utilisateur, ou selon une conception centrée sur l'utilisateur. Ainsi l'écart existant entre les utilisateurs/l'utilisation et la production de données relève d'une méta-question. Le plus important est l'écart entre la génération des données (ou les possibilités de génération) et l'utilisation des données dans la *gestion* éducative. Des recherches suggèrent que l'utilisation des données dans l'élaboration des politiques et dans la planification (particulièrement dans le cadre d'une gestion « descendante » et dans la définition des politiques) s'est améliorée au cours des dernières décennies. Ces mêmes recherches suggèrent également que le secteur de l'éducation n'a pas encore les capacités suffisantes pour les utiliser, particulièrement en ce qui concerne les données portant sur les résultats de l'apprentissage, ce qui lui permettrait d'apporter des améliorations d'une manière consciente et délibérée.

Deuxièmement, **les cellules vides du tableau 2 ci-dessous illustrent certaines des principales disparités du cadre utilisé.** Les disparités les plus importantes sont décrites plus en détail ci-dessous. Une récente étude approfondie sur les données de l'éducation, mandatée par le DFID, confirme en grande partie ce récapitulatif²⁰.

Tableau 2. Récapitulatif des lacunes en matière de données par source et utilisation

Sources des données	Types d'utilisations		
	Politiques et planification fondées sur les données probantes	Gestion du système et responsabilisation	Génération de rapports au niveau mondial (et autres tâches similaires)
SIGE et autres systèmes de données administratives courants	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration insuffisante à des sources de données ne provenant pas du SIGE • Valeur ajoutée insuffisante, même dans des domaines simples comme les ratios et les pourcentages • Faible utilisation des données pour promouvoir la concertation publique et la discussion avec les autres ministères et le grand public 	<ul style="list-style-type: none"> • Génération de données insuffisante pour dresser le portrait de chaque école • Absence de données sur les enfants 	Absence de données dans des domaines clés comme : <ul style="list-style-type: none"> • la finance • les résultats d'apprentissage, les handicaps • les comparaisons axées sur l'équité
Enquêtes auprès des ménages et des écoles	<ul style="list-style-type: none"> • Faible utilisation des enquêtes auprès des ménages et des écoles pour les besoins spécialisés ou plus profonds, comparativement au secteur de la santé 		<ul style="list-style-type: none"> • De bonnes enquêtes auprès des ménages et des écoles pourraient également se révéler utiles pour l'établissement de rapports au niveau mondial, particulièrement

²⁰ Rachel Outhred *et al.*, « *A Scoping Study on Education Data Research and Methods* », Health and Education Advice and Resource Team (HEART) Initiative, 2018.

			pour gérer les questions spécialisées, les indicateurs thématiques pour le secteur et les indicateurs précurseurs des ODD
Essais contrôlés randomisés et autres évaluations	<ul style="list-style-type: none"> • Si on constate certains progrès, ceux-ci semblent souvent dus à ceux ayant un intérêt dans l'évaluation, et donc induits par l'offre plutôt que par la demande • Les politiques restent souvent fondées sur des projets pilotes, ou de simples idées qui ne sont pas toujours correctement évaluées 		
Outils de suivi en temps réel, y compris au niveau des écoles et des salles de classe	<ul style="list-style-type: none"> • Les chercheurs et les ONG ont mis au point de nombreux outils de support et de suivi en temps réel. Il s'agit notamment de grilles d'observation de salles de classe pour les formateurs d'enseignants, ou de méthodes pour suivre l'intégration dans les écoles des enfants vivant avec un handicap • Cependant l'utilisation des connaissances tirées de ces outils, que ce soit pour l'élaboration et la planification des politiques publiques ou pour la gestion courante, est relativement faible alors qu'au bout du compte, c'est précisément l'utilisation de telles données pour la gestion qui permettra de progresser en direction des ODD • L'utilisation de données en temps réel, le plus souvent dans le cadre d'un problème lié à la demande en provenance des collectivités et de la société civile, est plus fréquente lorsqu'il s'agit de l'accès à l'éducation pour un enfant « moyen » que pour les acquis scolaires ou les besoins spécifiques des plus vulnérables 		

Des disparités spécifiques sont examinées ci-dessous, en gardant ces questions à l'esprit et en envisageant d'abord les préoccupations du côté de l'offre, puis de la demande.

Disparités du côté de la production ou de l'offre

L'expérience d'un responsable de la planification de l'éducation dans un pays à faible revenu est comparable à celle d'un pilote essayant de faire voler un avion avec seulement 10 % des instruments de bord nécessaires. Le pilote peut certes naviguer, mais il ne connaît ni l'altitude, ni la vitesse ascensionnelle, ni la puissance du moteur, ni la vitesse, ni la consommation de l'avion, et ne peut pas les modifier. Une expérience quelque peu alarmante pour ce pilote. Or, la gestion d'un système éducatif est beaucoup plus complexe que le pilotage d'un avion.

Les objectifs de développement durable énoncent des buts et cibles pour l'éducation et représentent une bonne mesure de la disponibilité des données. Seuls 23 % des pays communiquent des données sur les indicateurs de l'ODD 4 et sur les indicateurs thématiques d'éducation 2030 qui ont été identifiés comme cruciaux pour les priorités du PME²¹. Pour illustrer un cas extrême, aucun des pays à faible revenu n'a communiqué de données sur l'indicateur portant sur le « pourcentage de la population appartenant à une tranche d'âge donnée qui a au moins acquis des compétences fonctionnelles déterminées : a) en lecture, et b) en calcul, par sexe », contre 85 % des pays à revenu élevé.

Aux vastes difficultés liées à l'insuffisance de données viennent s'ajouter d'autres disparités plus spécifiques :

Les données sont optimisées pour suivre les moyens mis en œuvre ou les résultats en matière d'accès plutôt que la qualité ou les acquis scolaires

Les systèmes de données s'attachent généralement, mais pas toujours, à produire des informations sur l'accès plutôt que sur les acquis scolaires ou la qualité. Lorsque la qualité est ciblée, il est supposé que de simples indicateurs de la qualité des moyens mis en œuvre (par exemple, la certification des enseignants) sont indispensables à la réalisation des acquis scolaires et sont donc suffisants. Il est également souvent supposé que des indicateurs relativement limités (nombre et emplacement des écoles) permettent dans une large mesure de prédire les résultats en matière d'accès et de scolarisation. En témoigne le fait que 39 % des pays fournissent des données sur le taux d'achèvement du primaire, 44 % sur le ratio élèves-enseignant et 44 % sur la certification des enseignants²². Mais aucun d'entre eux ne précise si l'enseignement est assuré dans la langue maternelle des enfants, au moins pendant les premières années (une variable critique selon de nombreux spécialistes) ; seulement 12 % indiquent si les enfants sont en bonne voie pour apprendre à lire à un âge raisonnable ; et la disponibilité de manuels scolaires ne fait l'objet d'aucun indicateur. Bien que les rapports ou les résumés statistiques annuels des ministères de l'Éducation puissent contenir jusqu'à 80 tableaux, ceux-ci portent essentiellement sur le nombre d'enfants, d'enseignants et d'écoles. Un faible nombre d'entre eux couvre les déterminants de la qualité (tels que le nombre de manuels par enfant). Un nombre encore plus réduit porte sur les acquis scolaires ou les accompagne de données sur les moyens mis en œuvre et le contexte (bien que ces données existent de plus en plus souvent).

Les données sur les enfants sont limitées

Pour répondre effectivement aux besoins de tous les enfants, les systèmes devraient idéalement disposer de dossiers permettant de suivre leurs progrès individuels²³. Il ne s'agit pas uniquement d'une question d'efficacité. D'aucuns estiment que la reconnaissance et le respect des droits des enfants passent par le suivi du bien-être de chacun d'entre eux. Une approche axée sur l'enfant s'inscrit également dans une démarche reconnaissant l'identité comme un droit humain. Si certains pays à revenu intermédiaire disposent de systèmes axés sur l'enfant, rares sont les pays à faible revenu à en être dotés. D'importants avantages intersectoriels pourraient en découler : la mise en corrélation des dossiers éducatifs et sanitaires permettrait aux systèmes de fournir un aperçu plus complet du bien-être des enfants.

Les groupes vulnérables ou spéciaux ne sont pas suffisamment ciblés

²¹ Selon une analyse des données réalisée par le Secrétariat du PME dans la préparation de ce document ; disponible sur demande. Les priorités ont été évaluées en fonction des critères arrêtés par le PME.

²² Selon une analyse des données de l'ISU réalisée pour la préparation de ce document ; disponible sur demande.

²³ Cela a bien sûr un coût, et il faudra un certain temps pour que les SIGE offrent cette possibilité. Pour une analyse des éléments « idéaux » d'un système de données, voir Husein Abdul-Hamid, « *Data for Learning: Building a Smart Education Data System* ». (Washington, DC : Banque mondiale, 2017).

À l'instar de la tendance à se concentrer sur les indicateurs agrégés plutôt qu'axés sur les enfants, les systèmes nationaux de planification sont généralement envisagés dans la perspective d'un « enfant moyen ». Par le passé, lorsque les systèmes éducatifs connaissaient une croissance rapide sur une courte période, cette approche pouvait paraître logique et demandait relativement peu d'efforts de planification : la plupart des écoles, où qu'elles soient, pouvaient faire face à une demande urgente. Le travail était simplement quantitatif. Mais lorsque tous les enfants peuvent accéder à l'enseignement primaire, les besoins des « 10 % les plus défavorisés » ou de ceux qui poursuivraient leurs études dans le secondaire, et termineraient ce cycle, sont différents de ceux des « 90 % restants », mais aussi des besoins des uns et des autres. Si les groupes vulnérables ont des besoins différents de ceux de la majorité, ces besoins varient encore plus au sein de ces groupes. Cependant, la majorité des systèmes de données ne sont pas en mesure d'en rendre compte, sauf par le biais de mesures indirectes, régionales ou autres. Nos collègues du secteur de la santé sont bien conscients de ce problème et ont de ce fait massivement investi dans la collecte et l'analyse de données plus fines qui permettent aux parties prenantes de comprendre les besoins des populations les plus vulnérables et d'obtenir des ressources pour y répondre.

Recours relativement limité à des enquêtes

Comparativement au secteur de la santé, le secteur de l'éducation tend à souffrir de l'utilisation qu'il fait des données des enquêtes. Les enquêtes approfondies et de grande ampleur déployées dans ce secteur, telles que les enquêtes démographiques et de santé mises en place par USAID et les enquêtes par grappes à indicateurs multiples réalisées par l'UNICEF, faisaient au départ figure d'innovation. Elles ont été maintenues et appliquées pendant des décennies, à raison d'au moins 580 pays/années, donnant lieu à un énorme volume de données détaillées sur la santé de la population (ainsi que sur l'éducation). Les responsables de l'action publique s'appuient dans une large mesure sur les informations ainsi obtenues. Les études sanitaires sont financées par plusieurs bailleurs de fonds, de façon relativement bien coordonnée, et sont à présent le plus souvent intégrées au cadre institutionnel.

Bien que le secteur de l'éducation n'ait rien de comparable à celui de la santé, il a également bénéficié de certaines innovations en matière d'enquêtes. Par exemple, le Rapport annuel sur l'éducation (*Annual Status of Education Report — ASER*), lancé par l'organisation non gouvernementale (ONG) Pratham en Inde, a donné naissance au réseau PAL (Réseau de l'action citoyenne pour l'apprentissage). PAL est un réseau d'évaluations pilotées par les citoyens qui vise à évaluer l'apprentissage des enfants sur la base d'enquêtes auprès des ménages²⁴.

Absence de démarche clé en main ou de « SIGE prêt à l'emploi »

Le secteur de l'éducation a connu plusieurs excellentes tentatives visant à mettre au point un système clé en main ou de « SIGE prêt à l'emploi » pouvant servir de catalyseur au développement de systèmes de données et donner lieu à l'adoption d'une panoplie d'outils utilisables dans les contextes les plus circonscrits. Bien que certaines de ces tentatives soient toujours d'actualité, comme OpenEMIS, elles n'ont bénéficié ni de la coordination des activités des bailleurs de fonds, du secteur privé et des ONG ni de la persévérance institutionnelle dont a profité, par exemple, DHIS2, dans le secteur de la santé. Les décideurs du secteur de la santé ont en effet reçu des financements systématiques. Ils ont créé par exemple, sous la direction de l'Université d'Oslo, un système d'information pour la gestion sanitaire « clé en main » (SIGS) ou « prêt à l'emploi », connu sous le nom de DHIS2, qui a été financé par de multiples bailleurs de fonds pendant des décennies et compte de plus en plus d'utilisateurs au niveau des ministères de la Santé. Les innovateurs de l'Université d'Oslo ont inlassablement travaillé à l'élaboration de ce système durant des années, et ont progressivement amélioré ce dernier à partir des observations des clients et des entités de financement ainsi que de leur propre évaluation de l'utilité de leurs innovations.

²⁴ Le réseau PAL. « L'action citoyenne pour l'apprentissage » (site Web), Consulté le 7 mai 2018, <http://palnetwork.org/>.

Innovation par le recours à des sources d'informations inhabituelles

Le secteur de la santé innove en utilisant de nouvelles solutions en remplacement des enquêtes comme source d'information. Cette démarche fait appel à des informateurs locaux qui couvrent de manière systématique un district déterminé pour dépister un problème particulier, récurrent ou non, et communiquer ces informations rapidement par téléphonie cellulaire. Cela évite d'avoir à organiser une enquête chaque fois qu'il est nécessaire de vérifier l'existence d'un problème. Le système de surveillance *Coconut malaria*²⁵, le système de gestion des performances et de responsabilisation *Performance Management and Accountability 2020*²⁶ et les systèmes de données pour la gestion des maladies tropicales négligées²⁷ sont des exemples de ces démarches. Ces systèmes sont aussi généralement maintenus et bénéficient d'une mise en œuvre plus durable que les innovations, moins nombreuses, lancées dans le domaine de l'éducation. La société privée *Premise Data* a également mis cette démarche à l'essai dans une optique plus commerciale²⁸.

Récapitulatif des enseignements tirés du secteur de la santé

Comme on peut le constater, les résultats positifs obtenus dans le domaine des données par le secteur de la santé sont associés à au moins trois caractéristiques qui, conjointement, permettent d'assurer la durabilité des efforts et leur reproduction :

- Les activités des partenaires de développement, des organismes de développement et des pays sont étroitement coordonnées. La plupart de ces efforts émanent de plus d'une source et sont durables. Aucun organisme n'opère indépendamment des autres.
- Les investissements s'effectuent souvent sur la base de la sélection d'un nombre limité d'indicateurs auxquels la priorité est donnée à l'échelle mondiale (comme le taux de mortalité des moins de 5 ans), notamment parce que ces indicateurs peuvent être utilisés pour alimenter une démarche d'évaluation/d'action/de réévaluation. Ils sont bien définis et permettent d'assurer le suivi des résultats obtenus par les investissements dans les programmes et par les innovations au niveau de l'action publique.
- Les « entrepreneurs des données » jouent un rôle important en faisant le lien avec les sources de financement, en suscitant l'intérêt des organismes de développement et en stimulant la demande des pays en développement partenaires portant sur des innovations dans le domaine des données. Les responsables de ces efforts, qu'ils opèrent dans le cadre d'une institution des Nations Unies comme l'UNICEF (enquêtes par grappes à indicateurs multiples), d'un institut d'études supérieures comme l'Université d'Oslo (DHIS2), ou d'une société privée comme ICF International (qui est l'entité procédant actuellement aux enquêtes démographiques et de santé), jouent un rôle de catalyseur en insistant sur l'importance de réunir plus de données sur le secteur national de la santé que ce n'était jusque-là le cas.

²⁵ « *Coconut Surveillance* », RTI International, 8 novembre 2017, consulté le 7 mai 2018, <https://www.rti.org/impact/coconut-surveillance>.

²⁶ PMA2020. « *PMA2020* » (site Web), 23 avril 2018. Consulté le 7 mai 2018. <https://www.pma2020.org/>.

²⁷ Organisation mondiale de la Santé. « *Integrated NTD Database* », 21 septembre 2017, consulté le 7 mai 2018. http://www.who.int/neglected_diseases/data/ntddatabase/en/. L'objectif, dans le cas du ver de Guinée, est d'éradiquer complètement ce parasite. Par suite des progrès accomplis, il est devenu de plus en plus difficile de trouver des malades pouvant être traités en vue d'éradiquer cette maladie. Un processus statistique très ingénieux a donc été formulé, dans le cadre duquel les informateurs locaux reçoivent des montants de plus en plus élevés pour recenser les dernières personnes atteintes de cette maladie — en quelque sorte des « enchères pour les données » à des fins sociales.

²⁸ Données de *Premise*. « *Premise-Get the Ground Truth* ». Consulté le 7 mai 2018, <http://www.premise.com/>.

Disparités dans l'utilisation des données ou du côté de la demande

Un deuxième problème d'envergure pour le secteur de l'éducation tient à la manière dont les données sont utilisées, ou plutôt à la nécessité de susciter chez les parties prenantes, en particulier le ministère de l'Éducation, le sentiment d'avoir « besoin » des données. Cela ne veut pas seulement dire qu'il faut présenter les données de manière plus attrayante et sous une forme plus facile à consulter. Si des formats plus conviviaux peuvent permettre de réduire le coût de « l'absorption » cognitive des données, ils ne contribuent pas réellement à créer chez les parties prenantes le sentiment profond d'avoir besoin de données. Il est nécessaire pour les systèmes d'analyser les motivations des parties prenantes pour créer une demande de données. Ces dernières peuvent être motivées, par exemple, par leur sens de la justice, ou être très encouragées lorsqu'elles constatent que leurs interventions produisent des résultats. C'est l'emploi de données pour renforcer ces motivations qui contribue à l'appropriation des résultats, de l'établissement scolaire à la collectivité, et du district aux parties prenantes nationales, et qui entretient le cycle de l'action publique.

Pour mieux comprendre le problème de l'utilisation des données, les observations produites à l'échelle de plusieurs pays par l'outil de diagnostic SABER mis au point par la Banque mondiale dans le but d'établir les données de référence sur la qualité des systèmes nationaux SIGE ont été examinées. Cinq catégories, parmi les 19 catégories spécifiques identifiées comme essentielles à un SIGE performant, présentent des résultats particulièrement médiocres (ils sont inférieurs au 25^e centile des résultats). Quatre de ces cinq catégories sont des catégories « d'utilisation » (voir l'annexe B). Comme il est indiqué dans le tableau 3, des questions telles que l'ouverture des données, l'existence d'une culture privilégiant l'emploi de ces dernières, la diffusion des observations et l'accessibilité des informations, concernent toutes l'utilisation effective des données (côté demande) dans le cadre de la prise de décisions et de la présentation d'informations à la population, en particulier lorsqu'il s'agit de la qualité des services et de l'apprentissage.

Diagnostic SABER de la Banque mondiale pour les SIGE

Catégories particulières affichant de piètres résultats

Ouverture (dans la catégorie plus générale « Utilisation des données pour la prise de décisions »)

Culture fondée sur les données (dans la catégorie plus générale « Environnement porteur »)

Efficacité de la diffusion des conclusions (dans la catégorie plus générale « Utilisation des données pour la prise de décisions »)

Intégrité (dans la catégorie plus générale « qualité des données »)

Accessibilité (dans la catégorie plus générale « Utilisation des données pour la prise de décisions »)

Source : informations tirées de la base des données du système SABER de la Banque mondiale (Système pour de meilleurs résultats dans le domaine de l'éducation), Washington DC, <http://saber.worldbank.org/index.cfm?indx=8&pd=2>.

Absence d'approches ascendantes et descendantes de l'utilisation des données

L'un des problèmes observés au niveau des systèmes de données de nombreux pays en développement tient au fait que les écoles transmettent généralement leurs informations « vers le haut », en réponse aux questions posées par les autorités. Des rapports sont rarement établis à la suite de l'application d'un système bien conçu d'utilisation des données au niveau de l'établissement scolaire ou du district et, dans bien des cas, les informations ne sont jamais retransmises aux parties prenantes locales une fois le processus d'établissement de rapport terminé.

Les ministères de l'Éducation ne communiquent souvent que les données regroupées au niveau national (ou, au maximum, à celui des districts) des principaux indicateurs : ratio national élèves-enseignant, pourcentage national d'enseignants qualifiés, etc. De manière générale, ils ne communiquent ni ne partagent avec les écoles (ou les districts) de portrait complet des écoles qui suivent leurs intrants et leurs résultats, et surtout, les résultats liés aux intrants ou ceux liés au contexte (par ex. la pauvreté).

Il est donc difficile pour qui que ce soit, et particulièrement pour les écoles prises isolément (ou leurs superviseurs et appuis le plus immédiats au niveau du district) d'avoir une vision globale de leurs résultats, qui pourraient ensuite être comparés à ceux des autres établissements. Les responsables pédagogiques au niveau de chaque école peuvent encourager la planification à un niveau général, mais ils ne peuvent pas aider les parties prenantes ni les administrateurs locaux à améliorer les services à ce niveau. Seul un petit nombre de pays plus téméraires ont tenté d'établir des « fiches d'évaluation » des établissements scolaires (ou parfois des districts) comme il sera examiné plus loin.

Données rarement utilisées pour compléter le cycle évaluation/action/réévaluation

Comme il est monnaie courante de se « contenter de faire remonter les informations », les données servent trop rarement à alimenter un cycle d'intervention susceptible d'améliorer les acquis scolaires des enfants. Il est utile, à cet égard, de relever les observations ressortant de la comparaison des efforts qui consistent à simplement transmettre les données et des efforts très similaires, déployés par des intervenants également similaires, pour non seulement transmettre les informations, mais aussi les utiliser et apporter des améliorations.

Les activités statistiques qui ont simplement pour objet d'informer les citoyens des piètres résultats obtenus (comme Uwezo²⁹), sont, *considérées indépendamment de toute autre*, quelque peu décevantes en ce qu'elles ne contribuent guère à améliorer les résultats d'apprentissage³⁰. En revanche, l'ONG Pratham, qui a lancé ce type d'évaluation, utilise avec succès les informations sur les acquis scolaires pour aider les écoles et les enseignants à améliorer l'enseignement et l'apprentissage³¹. Les résultats obtenus dans le reste de l'Inde, à l'issue de plusieurs années d'évaluations, ne semblent toutefois pas s'être améliorés, du moins selon ces évaluations. Les différences entre les résultats des interventions qui se limitent à la transmission d'informations et de celles qui donnent lieu à des évaluations (et à la transmission d'informations), à l'adoption de mesures et à de nouvelles évaluations, sont pour le moins instructives.

²⁹ Uwezo est une initiative visant à améliorer les compétences en lecture et en calculs des enfants âgés de 6 à 16 ans au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda grâce à une approche innovante transparente et pilotée par les citoyens qui favorise les transformations sociales. Voir <http://www.uwezo.net/>.

³⁰ Daniel Plaut et Molly Jamieson Eberhardt, « *Bringing Learning to Light: The Role of Citizen-Led Assessments in Shifting the Education Agenda* » (Washington, DC : Results for Development, 2015), <http://www.r4d.org/resources/bringing-learning-light-role-citizen-led-assessments-shifting-education-agenda/>.

³¹ J-PAL, « *Teaching at the Right Level: Summary of Interventions* », Consulté le 7 mai 2018.

Figure 3. Deux écoles publiques du même pays country***Utilisation insuffisante des comparaisons et ratios***

Les pays qui comparent les intrants par enfant dans les différents établissements scolaires ou districts, que ce soit directement ou à partir des réalisations, sont peu nombreux, et ceux qui communiquent les résultats de ces comparaisons aux membres de leurs collectivités sont encore plus rares. Il peut ainsi arriver qu'un district utilise 5 fois, 10 fois, 100 fois, voire 1 000 fois plus d'équipements, de papier, de nourriture ou de combustible par enfant qu'un autre district, sans justification réelle (ou impact positif notable). Cela peut tenir au fait qu'aucun ratio des coûts ou des intrants par élève n'est calculé en vue de procéder à des comparaisons au niveau des districts. Or, le calcul de ces simples ratios et leur diffusion est un moyen efficace de susciter une demande de données³². La figure 3 illustre ce point pour les équipements en comparant deux écoles publiques du même pays, situées à peut-être une heure l'une de l'autre (précisons que l'une est une école primaire et l'autre une école secondaire et qu'il s'agit là d'un cas relativement extrême).

Besoin de plus de rapports au niveau des établissements scolaires

Certains pays présentent des données relativement satisfaisantes au niveau des établissements scolaires en ayant recours à des mécanismes très simples, mais efficaces. Ces pays affichent souvent de meilleurs résultats que les autres, bien qu'il ne faille pas accorder trop d'importance à la possibilité d'une relation de causalité directe. Il se peut en effet qu'ils sachent utiliser efficacement leurs données et aussi obtenir des résultats, et que cela soit dû, dans les deux cas, à un troisième facteur, à savoir leur compétence générale en gestion. Par exemple, les écoles kenyanes présentent souvent, et de longue date, aux parties prenantes (parents, membres de la collectivité, enseignants), sur un simple tableau noir ou sur une feuille de papier, les résultats scolaires obtenus dans les établissements ainsi que les ressources financières utilisées (voir figure 4). Cela ne consomme guère de papier, les données présentées sont très simples et les responsables des collectivités peuvent les comprendre. Elles indiquent un intrant majeur et un résultat essentiel. C'est peut-être ce qui intéresse le plus les parents, ou ce que les directeurs d'écoles ou encore le ministère imaginent intéresser les parents. Le Kenya obtient généralement des résultats étonnamment satisfaisants dans le cadre des évaluations du Consortium de l'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation (SACMEQ), surtout si l'on considère son revenu par habitant et le niveau de ses dépenses au titre de l'éducation. Il est néanmoins difficile de dire si cela tient à son utilisation des informations.

Nécessité de mieux intégrer les données et d'éviter les chevauchements

³² Abdul-Hamid, 2017.

De nombreux systèmes de données souffrent de ce qui pourrait être qualifié de « problème des deux extrêmes ». D'un côté, trop de données sont collectées auprès de trop nombreux intervenants, ce qui exaspère les enseignants et les écoles. De l'autre côté, il existe des données disponibles à l'échelle de plusieurs secteurs (comme la santé, la pauvreté), ou même au sein du secteur de l'éducation (pour décrire par exemple les résultats des examens, les coûts, les équipements) qui, regroupées, pourraient dresser un tableau général des établissements scolaires. Cependant, elles ne sont que rarement regroupées.

Figure 4. Informations simples et générales produites localement – Kenya



Source : Luis Crouch

Photo de gauche : Présentation du financement de l'éducation. Photo de droite : Nombre d'enfants scolarisés et résultats des examens

L'idéal serait de présenter une description détaillée de chaque école (ou même district) à partir de données émanant d'autres secteurs et sous-secteurs relevant du ministère de l'Éducation. Par exemple, il est très important de savoir si les élèves fréquentant un établissement scolaire ou vivant dans un certain district sont, ou non, pour la plupart très pauvres ou en mauvaise santé, pour comprendre et gérer les résultats à ces niveaux. Les données sur la pauvreté et la santé sont toutefois rarement utilisées pour tenter de mieux appréhender les résultats de chaque établissement scolaire ou district (pour autant qu'ils soient analysés au niveau de l'école). En outre, associer les données sur les résultats obtenus aux examens aux informations sur les fournitures scolaires, la qualité des équipements et leur coût pourrait aider à comprendre les résultats affichés par les écoles, y compris les résultats positifs ou négatifs aberrants qu'il convient d'imiter ou de soutenir. Cette procédure est toutefois rarement appliquée.

6. Domaines possibles d'investissements KIX en ce qui a trait au thème des données

Les consultations ont conduit à réaffirmer la nécessité d'une plus grande coordination pour renforcer les systèmes de données sur l'éducation, tant à l'intérieur des pays qu'entre les intervenants au niveau mondial. Elles ont mis en avant l'importance de renforcer les capacités de collecte et d'utilisation des données à tous les niveaux du système, de la salle de classe au ministère, et ont indiqué le besoin de se concentrer sur la manière dont les données du SIGE sont communiquées. Les retours d'informations d'une auto-évaluation des participants et les commentaires reçus lors de la conférence ont été pris en compte

dans la nouvelle version du présent document et dans les domaines recommandés pour les investissements.

Ainsi, les participants ont remarqué qu'il existait un besoin d'orientation pour les options d'un « SIGE prêt à l'emploi » ainsi que pour les outils permettant d'évaluer le fonctionnement d'un SIGE national. Si une variété d'outils de diagnostic sont mis à la disposition des PDP par de nombreuses organisations internationales, ces pays ont appelé de leurs vœux une rationalisation de ces différents outils ou la préparation d'un manuel permettant de savoir quel outil utiliser en fonction de leurs besoins. Ces observations ont été prises en compte dans l'élaboration de la recommandation de créer un outil de diagnostic unifié du SIGE.

Les pays ont en outre expliqué qu'ils avaient besoin d'une aide équilibrée des organisations internationales pour leur système SIGE. Ils ne veulent pas dépendre des organisations internationales, mais souhaitent que ces dernières réfléchissent ensemble à une feuille de route qui les guiderait vers une éventuelle indépendance dans ce domaine. Toutefois, ils estiment que certains pays auront besoin d'une aide plus importante de la part des organisations internationales pour les aider à mettre au point un plan pour la viabilité et l'appui aux unités de SIGE (et peut-être à l'ensemble des ministères) et à défendre auprès des ministères des Finances des budgets plus solides pour les données. Les volets portant sur le renforcement des capacités inclus dans les domaines d'investissement potentiel pour le KIX résultent des suggestions faites par les PDP.

Les entretiens menés avec des partenaires ont conduit à mettre en lumière divers domaines possibles d'investissement et de création de bien mondiaux (voir tableau 4).

Tableau 4. Domaines possibles d'investissements KIX en ce qui a trait au thème des données

Domaines d'investissement	Biens mondiaux potentiels
1. Renforcer la capacité nationale par des investissements aux plans régional et mondial dans les domaines du transfert des connaissances, du renforcement des capacités et de l'échange des connaissances	Créer des pôles mondiaux ou régionaux de renforcement des capacités des pays en matière de collecte, de gestion et d'utilisation des données
	Signaler ou rationaliser les outils de diagnostic des SIGE existants, et élaborer des normes cohérentes et coordonnées pour les systèmes de données
	Élaborer des solutions « SIGE prêt à l'emploi » modulaires, en code source libre et adaptables, particulièrement pour les contextes fragiles et touchés par des conflits
2. Investir dans les données probantes/les évaluations	Recueillir des données probantes sur les besoins des utilisateurs et les pratiques au niveau des écoles et des districts pour orienter la conception du SIGE et améliorer l'utilisation des données
	Répertorier les meilleures pratiques en matière d'élaboration et d'utilisation de dossiers scolaires des élèves afin de les partager au sein du partenariat.
	Répertorier et évaluer les possibilités d'utilisation des innovations technologiques pour améliorer la disponibilité et l'utilisation des données
3. Innovation	Piloter de nouvelles approches pour obtenir de nouveaux types de données et des données provenant de multiples sources :

	<ul style="list-style-type: none"> • données sur les populations mal desservies parmi les enfants non scolarisés, vivants avec un handicap, ou parmi les populations déplacées qui sont intégrées dans le SIGE ; • données de sources multiples au niveau national • Intégration des données de l'évaluation de l'apprentissage
	Concevoir une plateforme numérique transnationale afin de rassembler et partager les données sur l'éducation entre les pays
	Piloter des approches innovantes pour la présentation et la visualisation des données afin d'en favoriser l'utilisation en temps réel

Compte tenu des mises en garde indiquées dans la section 2 ci-dessus concernant la taille des échantillons et la répartition des répondants, l'exercice conduit dans le cadre de l'Initiative de recherche pour la santé et l'alimentation infantiles (CHNRI) décrit plus haut tend à renforcer deux conclusions importantes³³. Premièrement, il existe un souhait clairement exprimé, tant de la part des PDP que des experts internationaux, de pouvoir compter sur des initiatives propres à améliorer l'utilisation, la communication et la visualisation des données (c'est-à-dire répondant aux enjeux de la demande, en ce qui a trait à l'utilisation des données). Les résultats de l'Initiative CHNRI donnent aussi à conclure que les PDP sont très nombreux à considérer que le pilotage d'approches innovantes pour la présentation et la visualisation des données afin d'en favoriser l'utilisation en temps réel constitue le moyen le plus pertinent et le plus conséquent d'améliorer les systèmes de données dans leur contexte particulier. Deuxièmement, les représentants des PDP se sont montrés fermement convaincus que le pilotage de nouvelles approches pour obtenir de nouveaux types de données et des données provenant de multiples sources constitue un investissement valable. Il convient par ailleurs de noter que bien qu'on manifeste toujours une préférence pour les interventions qui mettent l'accent sur l'utilisation des données, de nombreux désaccords persistent chez les experts internationaux quant au choix des initiatives qui pourraient se montrer les plus avantageuses.

³³ Un rapport complet sur l'exercice du CHNRI concernant l'enjeu thématique des données est disponible sur demande.

Références

- Abdul-Hamid, Husein. « *Data for Learning: Building a Smart Education Data System* ». Washington, DC : Banque mondiale, 2017.
- Banque mondiale. « *iSABER-Education Management and Information Systems Rubric* ». Washington, DC : Banque mondiale, 2014.
- Banque mondiale et Institut de statistique de l'UNESCO. « *A Framework for Assessing the Quality of Education Statistics* ». Washington, DC : Banque mondiale ; Montréal : ISU, 2003. <https://unstats.un.org/unsd/dnss/docs-nqaf/WB-UNESCO-DQAF%20for%20education%20statistics.pdf>.
- Bonnet, Gabrielle et Daniel Kelly. « *Supporting Effective Education Systems: The Data Must Speak Initiative* ». Blogue « *Éducation pour tous* ». Partenariat mondial pour l'éducation, 30 août 2017. <https://www.globalpartnership.org/blog/supporting-effective-education-systems-data-must-speak-initiative>.
- Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde. « *La génération d'apprenants : Investir dans l'éducation pour un monde en pleine évolution* ». Washington, DC : Commission de l'éducation, 2016.
- Direction sud-africaine chargée de l'éducation de base, République d'Afrique du Sud. « What is SA-SAMS? ». Non daté.
- Données de Premise. « *Premise-Get the Ground Truth.* » Consulté le 7 mai 2018, <http://www.premise.com/>.
- FHI 360. « *Education Management Information System (EMIS) Support to the Ministry of General Education and Instruction, Republic of South Sudan* ». 2013. Consulté le 7 mai 2018. <https://www.fhi360.org/projects/education-management-information-system-emis-support-ministry-general-education>.
- . « *Develop a Decentralized but Integrated Education Management Information System (EMIS) for the Sierra Leone Ministry of Education, Science and Technology* ». 2015. Consulté le 7 mai 2018. <https://www.fhi360.org/projects/develop-decentralized-integrated-education-management-information-system-emis-sierra-leone>.
- J-PAL. « *Teaching at the Right Level: Summary of Interventions* ». Consulté le 7 mai 2018. http://www.pratham.org/templates/pratham/images/Evaluations_of_Pratham_Teaching_at_the_Right_Level_TaRL_programs_by_J-PAL.pdf.
- Lansard, Matthias. « *'Data Must Speak' for Increased Accountability and Community Engagement in Madagascar* ». Présentation PowerPoint au Forum des partenaires mondiaux du GPSA 2016. https://www.thegpsa.org/Data/gpsa/files/field/documents/gpsa_forum_2016_workshop_3-madagascar_data_-unicef.pdf.
- Ministère de l'Éducation du Mozambique. « *Mozambique EMIS Peer Review Report on Implementing the SADC EMIS Norms and Standards* ». Maputo, octobre 2014.

http://www.adeanet.org/sites/default/files/docs/sadc_emis_norms_and_standards_peer_review_mozambique_eng.pdf.

OpenEMIS. « *OpenEMIS – Better Data. Better Education* » (Site Web), consulté le 7 mai 2018, <https://www.openemis.org>

Organisation mondiale de la Santé. « *Neglected Tropical Diseases: Integrated NTD Database* ». 21 septembre 2017. Consulté le 7 mai 2018. http://www.who.int/neglected_diseases/data/ntddatabase/en/.

Outhred, Rachel, Jim Shoobridge, Rachita Daga, Sourovi De et Alex Jones. « *A Scoping Study on Education Data Research and Methods* ». Health and Education Advice and Resource Team (HEART) Initiative, 2018. HEARTforEACDS@opml.co.uk.

Partenariat mondial pour l'éducation. « *Plan Stratégique PME 2020* ». Washington, DC : Partenariat mondial pour l'éducation, 2016.

———. « *Rapport sur les résultats du PME 2015/2016* ». Washington, DC : Partenariat mondial pour l'éducation, 2017.

———. « *Conférence de financement du PME - Un investissement pour l'avenir - Dakar 2018* ». Washington, DC : Partenariat mondial pour l'éducation, 2018. Consulté le 7 mai 2018. <https://www.globalpartnership.org/event/PME-financing-conference-investment-future-dakar-2018>.

PMA2020. « *PMA2020* » (site Web), 23 avril 2018. Consulté le 7 mai 2018. <https://www.pma2020.org/>.

Plaut, Daniel et Molly Jamieson Eberhardt. « *Bringing Learning to Light: The Role of Citizen-Led Assessments in Shifting the Education Agenda*. Washington, DC : Results for Development, 2015. <http://www.r4d.org/resources/bringing-learning-light-role-citizen-led-assessments-shifting-education-agenda/>.

Réseau PAL « *L'action citoyenne pour l'apprentissage* » (site Web), consulté le 7 mai 2018, <http://palnetwork.org/>.

RTI International. « *Coconut Surveillance* ». 8 novembre 2017. Consulté le 7 mai 2018. <https://www.rti.org/impact/coconut-surveillance>.

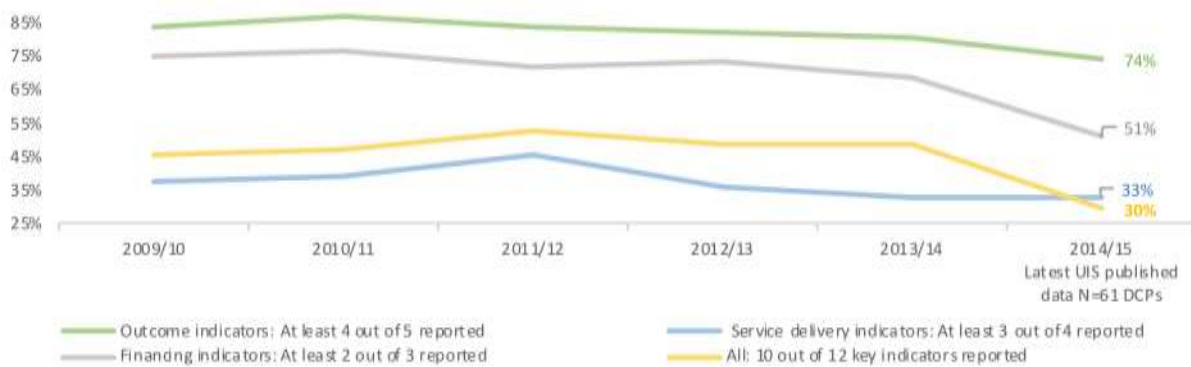
UNESCO. « *Fulfilling our collective responsibilities: financing global goods in education* ». Policy Paper 34 : UNESCO, 2018a.

———. « *UNESCO & GPE Launch First International Conference on Education Management Information Systems* ». Communiqué, 20 avril 2018. <https://en.unesco.org/news/unesco-gpe-launch-first-international-conference-education-management-information-systems-0>.

Annexe A. Fiche technique du PME sur la communication des données

Le quatorzième indicateur du cadre de résultats du PME suit la proportion de pays en développement partenaires communiquant à l'ISU au moins 10 des 12 principaux indicateurs du secteur de l'éducation³⁴. Globalement, 30 % des PDP (18 sur 61) ont communiqué à l'ISU des données sur au moins dix des 12 indicateurs clés pour 2015 (dernières données disponibles), contre 43 % en 2014 (26 sur 61). De la même façon, 21 % des pays touchés par la fragilité ou par les conflits ont satisfait à cette exigence (6 sur 28) en 2015 contre 39 % en 2014 (11 sur 28). Une analyse des données entre 2010 et 2015 montre que la transmission des indicateurs portant sur la prestation des services reste difficile alors que celles des indicateurs de financement, qui s'était améliorée de manière significative jusqu'à 2014, s'est dégradée en 2015.

Proportion de PDP transmettant à l'ISU des données sur les principaux indicateurs du secteur de l'éducation, par catégorie d'indicateurs, 2010-15

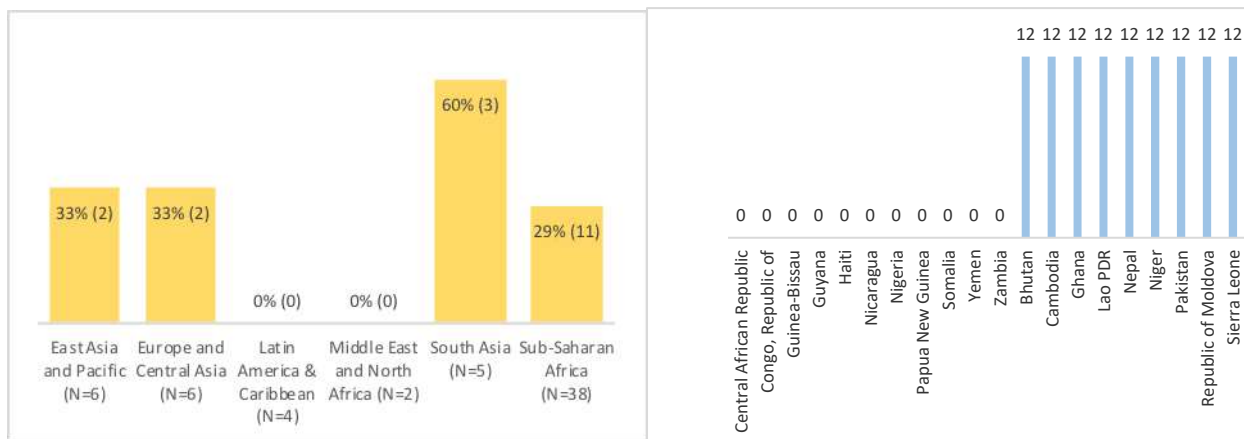


Une ventilation par région montre que toutes les régions couvertes par le PME rencontrent des difficultés importantes en ce qui concerne la communication des données. Il existe aussi des différences significatives entre les PDP.

Proportion des PDP ayant communiqué à l'ISU des données sur au moins 10 des 12 principaux indicateurs de l'éducation par région, 2015 (N=61)

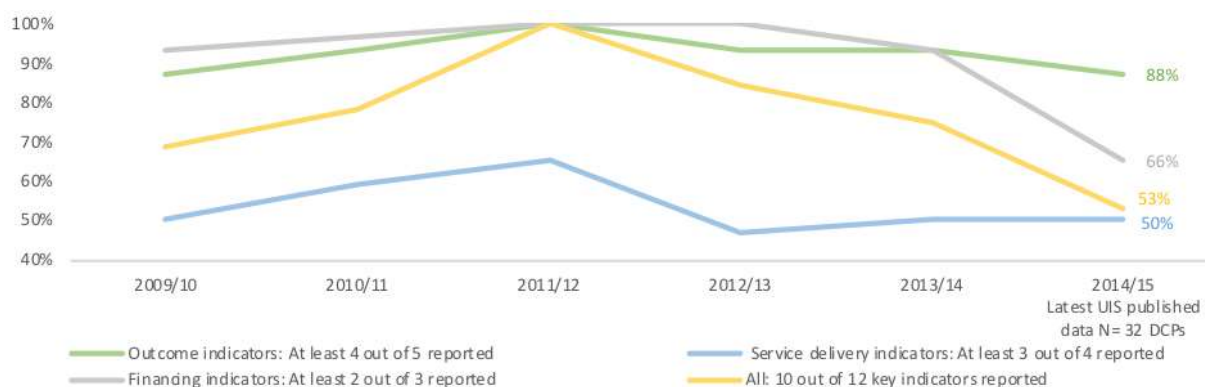
PDP ayant enregistré les meilleurs résultats/ les résultats les plus faibles, en fonction du nombre d'indicateurs ayant fait l'objet d'une communication à l'ISU, 2015 (N=20))

³⁴ Veuillez consulter la méthodologie (Fiche méthodologique pour l'indicateur 14) pour une liste des 12 indicateurs clés du secteur de l'éducation et obtenir d'autres informations méthodologiques. Les 12 indicateurs clés sur l'éducation sont divisés en trois catégories : les indicateurs de résultats (qui mesurent principalement l'accès à l'éducation de base), les indicateurs de prestation de service (liés à la disponibilité des enseignants et à leur formation) et les indicateurs de financement (relatifs aux dépenses publiques consacrées à l'éducation).



Une des difficultés majeures dans ce domaine semble résider dans l'incapacité des PDP à pérenniser leur pratique de collecte et/ou de communication des données à l'ISU une fois qu'elles ont été mises en place. En 2012, seuls 32 PDP sur 61 avaient communiqué à l'ISU des données sur au moins 10 indicateurs. Cependant, en 2015, la moitié d'entre eux seulement avaient réussi à le faire³⁵. Cela peut être la conséquence d'une capacité réduite ou de retards dans les processus de communication des données au niveau national. Il est également probable qu'une des causes sous-jacentes à ce déclin soit un traitement et un processus d'assurance de la qualité plus lents de ces données au niveau international.

Proportion de PDP transmettant à l'ISU des données sur les principaux indicateurs du secteur de l'éducation, par catégorie d'indicateurs (sur les PDP ayant communiqué à l'ISU au moins 10 sur 12 indicateurs en 2012), 2010-2015



³⁵ Sur les 18 pays recensés comme communiquant des données à l'ISU en 2015, seuls deux n'avaient pas atteint la référence des dix indicateurs en 2014.

Annexe B. Analyse des fonctions du système à partir d'un échantillon de pays inclus dans le système SIGE du SABER

Classement des fonctions du système de données, à partir du SIGE-SABER				
Catégorie générale	Score de la catégorie	Catégorie précise	Score de la catégorie	Catégories en dessous du 25 ^e centile
Utilisation pour la prise de décisions	0,22	Ouverture	0,12	XXXX
Environnement porteur	0,32	Culture fondée sur les données	0,18	XXXX
Utilisation pour la prise de décisions	0,22	Efficacité de la diffusion des conclusions	0,21	XXXX
Qualité des données	0,38	Intégrité	0,24	XXXX
Utilisation pour la prise de décisions	0,22	Accessibilité	0,25	XXXX
Environnement porteur	0,32	Cadre juridique	0,26	
Utilisation pour la prise de décisions	0,22	Utilisation dans les opérations	0,26	
Environnement porteur	0,32	Budget	0,27	
Solidité du système	0,32	Analyse des données	0,27	
Solidité du système	0,32	Couverture des données	0,29	
Environnement porteur	0,32	Ressources humaines	0,31	
Qualité des données	0,38	Fréquence et ponctualité	0,34	
Solidité du système	0,32	Système dynamique	0,35	
Solidité du système	0,32	Architecture des données	0,35	
Solidité du système	0,32	État de fonctionnement	0,39	
Qualité des données	0,38	Solidité de la méthodologie	0,41	
Environnement porteur	0,32	Capacité des équipements	0,43	
Qualité des données	0,38	Exactitude et fiabilité	0,46	
Environnement porteur	0,32	Structure organisationnelle	0,67	
Moyenne			0,32	

Source : informations tirées de la base des données du système SABER de la Banque mondiale (Système pour de meilleurs résultats dans le domaine de l'éducation) Washington, DC, <http://saber.worldbank.org/index.cfm?indx=8&pd=2>.